

L'urbanisation, risque ou chance ?

Article paru dans l'édition du 28.06.07

D'ici l'année prochaine, pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population de notre planète vivra en milieu urbain. Avant 2030, le monde comptera 5 milliards de citadins, soit 60 % de la population mondiale. En Asie et en Afrique, leur nombre doublera en l'espace d'une seule génération : de 2000 à 2030, il sera passé de 1,4 à 2,6 milliards en Asie, et de près de 300 millions à 740 millions en Afrique.

C'est dans les villes du monde en développement qu'aura lieu la quasi-totalité de la croissance démographique future. Or ces dernières sont déjà confrontées à des problèmes pressants tels que la pauvreté, le manque d'eau potable et d'assainissement ou l'expansion anarchique des bidonvilles. Les pouvoirs publics s'efforcent de répondre aux besoins actuels, mais ils sont très peu préparés à faire face aux impacts d'une croissance d'une telle envergure.

Beaucoup des nouveaux citadins seront pauvres et viendront grossir les rangs du milliard d'habitants des taudis urbains. L'expérience montre en effet que, quelle que soit la situation dans laquelle ils se retrouvent dans les villes, les nouveaux venus n'en repartent pas.

Dans le passé, les villes ont souvent réagi en s'efforçant de limiter la migration des campagnes à la ville. Elles ont négligé les pauvres, ou les ont tout simplement ignorés, si bien que des millions de leurs habitants vivent aujourd'hui sans eau courante, électricité, écoles ni hôpitaux. Cette approche s'est soldée par des échecs coûteux en vies humaines et par des situations de crise urbaine.

Mais on se trompe en s'en prenant à la migration, pour trois raisons. La première est que la majeure partie de la croissance urbaine n'est pas due à la migration, mais à l'accroissement naturel de la population. La seconde est que ce n'est pas la migration qui est un facteur d'urbanisation, mais bien l'inverse : les gens se déplacent vers les lieux où ils sont le plus à même de gagner leur vie. La troisième, plus fondamentale, est qu'une migration bien gérée est un facteur de développement tant urbain que rural.

Aucun pays industrialisé ne s'est développé sans cette vaste transformation économique et sociale, accélérateur de la division du travail et catalyseur de l'ouverture au monde. La plupart des pauvres urbains survivent grâce au secteur informel, et y font d'ailleurs preuve d'une étonnante ingéniosité - c'est là une condition de leur survie. Cette population est ainsi remarquablement productive : les économistes s'accordent à dire que le travail informel apporte une contribution vitale à la ville, et qu'il constitue pour l'économie des pays en développement un moteur de croissance important. Ainsi, s'il faut bien constater que l'urbanisation concentre la pauvreté, elle n'en est pas la cause.

L'urbanisation peut même être la chance du monde rural, si celui-ci est mis en position de nourrir les villes. Opposer développement rural et urbain est donc stérile. De plus, si les villes génèrent des problèmes environnementaux, elles peuvent également contribuer à en résoudre et, gérées de manière durable, avoir des effets largement positifs sur l'environnement.

La croissance urbaine dont nous allons être témoins dans les décennies à venir, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, présente ainsi des risques et des opportunités majeurs pour le développement. Elle exige une réponse à la mesure des enjeux. Cela passera d'abord par la

reconnaissance de l'inéluctabilité du phénomène d'urbanisation, de ses avantages, ainsi que du droit des pauvres à bénéficier des possibilités que la vie urbaine incarne.

Or, si les populations les plus pauvres sont porteuses d'un dynamisme insoupçonné et de solutions novatrices pour répondre aux besoins de leurs communautés, le « rêve urbain » nourri par tant d'hommes et de femmes ne peut se réaliser en l'absence d'appuis extérieurs. Les villes devront notamment pouvoir fournir aux citoyens les services nécessaires pour répondre aux besoins les plus élémentaires. Un logement avant tout : l'accès à un habitat sûr est pour les pauvres un facteur clé d'autonomisation. Mais aussi des services d'éducation et de santé - dont la santé sexuelle et reproductive constitue un élément capital. Il est en effet démontré que les femmes éduquées qui ont accès aux informations et aux services de santé essentiels choisissent en moyenne d'avoir moins d'enfants, et que ceux-ci sont en meilleure santé. Le regroupement des populations facilite leur accès à de tels services.

L'attention s'est focalisée jusqu'à présent sur les mégalo-poles, or plus de la moitié des citoyens vivent dans des villes de moins de 500 000 habitants qui manquent souvent cruellement de ressources et de capacités. Elles ne doivent pas être marginalisées.

C'est dans les taudis du monde que se livrera la bataille pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, et en particulier celui de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Une vision à long terme, une planification stratégique et un leadership courageux, résolu à affronter les intérêts qui perpétuent la pauvreté urbaine, peuvent déterminer l'issue de ce combat. Mais il faudra aussi que des efforts internationaux viennent épauler les efforts locaux, car les forces du marché ne permettront pas à elles seules de répondre aux besoins des citoyens les plus pauvres.

Notre avenir, qu'on le veuille ou non, sera urbain. Il est urgent d'accompagner le développement urbain et de lui reconnaître sa place au sein des politiques publiques afin de tirer parti de son potentiel de développement et de réduction de la pauvreté dans les villes comme dans les campagnes.

C'est dans les taudis du monde que se livrera la bataille pour la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015.

Thoraya Ahmed Obaid et Jean-Michel Severino